Le 10 octobre 2017, à l’appel de toutes les organisations syndicales, des centaines de milliers d’agents de la fonction publique faisaient grève et manifestaient pour des augumentations salariales et le dégel du point d’indices, des créations d’emplois dans les nombreux services frappés par le sous effectif et le non rétablissement du jour de carence.

Dans les jours et les semaines qui ont suivi, les seules réponses du président de la république, du premier ministre et du ministre en charge de la fonction publique ont été le maintien de toutes leurs décisions porteuses de lourdes régressions et la poursuite, à la hussarde, de cap 2022, entreprise de démantèlement des services publics.

Les attaques que nous subissons depuis plusieurs années ne font que s’amplifier depuis l’élection de Macron. De réformes en réformes nos droits et nos conquis sociaux fondent comme neige au soleil. Les média de la désinformation encense ce gouvernement réactionnaire, usent de démagogie à outrance pour tenter de crédibiliser les actions de sa seigneurie et de sa cour, manipulent les chiffres comme ceux du Chômage en annonçant un recul du nombre de privé d’emploi inferieur à 3 500 000 alors que pôle emploi annonce un chiffre record de plus de 6 500 000 d’inscrits, en sachant que grand nombre de privé d’emploi n’y sont plus inscrits.

La France dépasse allègrement les 11 000 000 de privé d’emploi. La seule réponse apportée par ces, n’ayons pas peur des mots enfoirés, est de massacrer les droits des chômeurs, accentuant ainsi leur précarité et développant encore plus la misère, terreau de l’extrême droite et pourvoyeuse d’insécurité.

l’attaque du gouvernement contre la SNCF, attaque sans précédent par sa violence et sa rapidité même si on s’en doutais et que les camarades cheminots l’ont vu arriver depuis plusieurs mois, la suppression pure et simple du service public ferroviaires et l’attaque sur le statut des cheminots est une véritable honte.

Ce ne sont que les prémices de la fin programmé de l’ensemble des services publics et surtout la fin du statuts pour l’ensemble des agents.

Le service public c’est l’affaire de tous les salariés, il ne peut y a voir de réelles égalité et de réelles liberté sans un grand service public répondant aux besoins des populations et défaits des logiques financières de marchandisation de la société.

en effet seul le service public peut garantir les droits des individus sur l’ensemble de nos territoires.

comment avoir le droit à la santé sans hôpital public,

comment avoir le droit à l’éducation sans école publique,

comment une région peut-elle se développer sans transport en commun public,

comment vivre dignement sans protection sociale issue de la richesse créée par les salariés et basée sur la solidarité.

pour en avoir une idée je vous invite à lire ou relire les Misérables de Hugo ou Germinal de Zola et vous aurez la description de la société que nous construit Macron.

Ce début d’année 2018 est marqué par de fortes mobilisations dans des différentes professions ou entreprises dans le public comme dans le privé. A l’exemple des agents de l’Administration pénitentiaire, de l’Education nationale ou du personnel des EHPAD, ceux de Carrefour et bien d’autres, les questions de l’emploi, des conditions de travail et des salaires sont au cœur de ces actions. Toutes les générations sont concernées des lycéens aux retraités. Les nombreux témoignages entendus ces derniers jours, montrent de façon évidente les réalités d’un monde du travail en souffrance, de salariés non reconnus dans leur qualification et leur savoir-faire, d’un manque de moyens humains et matériels

Ces réalités d’un monde du travail se heurtent à chaque fois à une autre réalité, celle de la logique financière et boursière. Malgré tout de nombreux salariés engrangent des victoires dans les mobilisations d’entreprises.

Quand le PDG de Carrefour annonce 2400 suppressions d’emplois, l’action du groupe en bourse s’envole et les actionnaires perçoivent 500 millions d’euros de dividendes.

Quand le Gouvernement refuse de satisfaire les revendications des personnels pénitentiaires ou dans la santé, le Président de la République reçoit royalement les patrons des plus grandes entreprises mondiales dont la plupart ne payent pas d’impôt dans notre pays.

Dans le même temps, les services publics ne peuvent plus répondre aux besoins immenses des citoyens ceci par manque de moyens. Le projet du gouvernement « Action Publique 2022 » affiche clairement une volonté de nouveaux abandons.

Un récent sondage montre un soutien massif, 87% des français interrogés, soutiennent les derniers mouvements sociaux dans l’administration pénitentiaire , dans les EHPAD et le mouvement des retraités du 15 mars 2018. D’ailleurs, 64% de ces mêmes personnes considèrent que ces mobilisations pourraient se développer.

Face à ce mécontentement généralisé, la CGT propose d’agir autour de propositions concrètes pour améliorer le quotidien du monde du travail et la création de milliers d’emplois et un autre projet de société de progrès social.

- La réduction du temps de travail à 32 heures pour les salariés à temps plein et la fin des temps partiels imposés  
- L’augmentation des salaires et des pensions, la reconnaissance des qualifications et l’égalité salariale et de carrière entre les femmes et les hommes.  
- Des droits nouveaux et une véritable protection sociale pour tous.  
- Des services publics partout et pour tous.

**Un autre avenir, porteur de progrès social, est possible si nous prenons nos affaires en mains.**

Nous appelons l’ensemble des salariés à nous rejoindre, à construire partout, dans chaque entreprise, dans chaque bassin d’emploi, dans chaque bassin de vie, le rapport de force nécessaire pour imposer d’autre choix a se gouvernement.

D’ores et déjà la CGT s’inscrit dans la construction d’une journée interprofessionnelle de grève et de mobilisation sur l’ensemble du territoire et invite l’ensemble des salariés du privé et du public, des retraités, des privés d’emplois, des étudiants, les laissé pour compte à prendre leur avenir en main et à venir dans les journées d’action et de grève afin de pouvoir faire entendre leur colère et leur détermination,

**Refusons la fatalité qui nait de notre inaction et imposons nos choix par notre mobilisation et nos actions.**